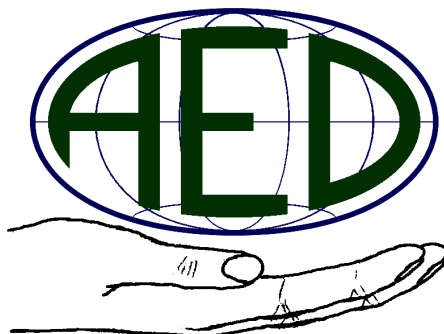


<https://www.economiedistributive.fr/Davos-2016>



Davos 2016

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2016 - N° 1172 - février 2016 -

Date de mise en ligne : mardi 26 avril 2016

Date de parution : février 2016

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La neige qui tombait sur Davos ce 20 janvier à l'ouverture du Forum économique et mondial n'allait pas contribuer à remonter le moral des grands patrons, chefs d'Etat, ministres, universitaires, qui allaient y participer. Le discours d'introduction que fit le fondateur du Forum, Klauss Schwab, fut particulièrement révélateur de ses craintes : « *Il n'y a jamais eu de temps aussi prometteurs ni aussi périlleux que ceux d'aujourd'hui* », asséna-t-il à ses auditeurs.

Il ne faisait ainsi qu'exprimer le sentiment général des patrons, dont le moral est loin d'être au beau fixe. En effet, selon le cabinet d'Audit PwC France, les deux tiers des patrons estiment que leur entreprise doit faire face à plus de menaces aujourd'hui que dans les trois dernières années car ils craignent non seulement un ralentissement de la croissance économique mondiale à cause de la baisse des performances chinoises, des récessions russe et brésilienne, de l'effondrement du prix du pétrole,... mais ils redoutent, plus encore, la divergence des mesures prises par les grandes banques centrales, le chaos au Moyen Orient, le traitement des questions migratoires en Europe et... le résultat des élections américaines.

Hubo a fait son entrée au forum

Ce Forum 2016 était placé sous le signe de la "**Quatrième révolution industrielle**", c'est-à-dire sous celui des nouvelles technologies numériques et de leurs conséquences. Symbole fort, c'était **Hubo** (Humanoïd Robot), un robot Sud Coréen, lauréat du concours organisé le 6 juin dernier par l'agence américaine des projets de recherches avancées sur la défense, qui accueillait les participants en leur offrant l'*International New York Times* ! Hubo, dit-on, sait à peu près tout faire : conduire une voiture, monter des escaliers, bricoler, tenir une conversation... Il y avait là de quoi s'interroger, comme en témoignent les titres de nombreuses sessions : Que représente la Quatrième révolution industrielle pour la société civile ? Améliorera-t-elle l'état du monde ? Quel rôle y jouera l'enseignement ? Que se passera-t-il quand les robots prendront notre place ?

Cette dernière question étant particulièrement sensible, elle venait justement de faire l'objet d'une enquête effectuée par des chercheurs du Forum auprès des services des "Ressources Humaines" d'un grand nombre d'entreprises (gérant au total 65% des salariés de la planète !). Cette enquête, très fouillée, montre que la mise en oeuvre des technologies numériques se traduira, au cours de cinq prochaines années, par la suppression de 7,1 millions d'emplois et la création de 2 millions d'autres, soit une perte nette de 5 millions d'emplois.

L'Organisation Inter-nationale du Travail (OIT) et l'ONG Oxfam font des constats analogues et exigent des "élites" des mesures radicales et rapides pour y remédier :

" Le rapport de l'OIT, intitulé *Emploi et questions sociales dans le monde - Tendances 2016*, était paru la veille de l'ouverture du Forum. M. Ryder, son directeur, le résuma en annonçant : « *Le chômage mondial devrait augmenter en 2016 et en 2017* ».

En voici quelques extraits :

« *Les taux de chômage élevés persistants à l'échelle mondiale et l'emploi vulnérable chronique dans beaucoup d'économies émergentes ou en développement continuent d'affecter profondément le monde du travail. [...] Pour 2015, le chiffre final du chômage devrait se situer à 197,1 millions et la prévision pour 2016 fait état d'une augmentation d'environ 2,3 millions pour atteindre 199,4 millions. Il est probable que quelque 1,1 million de sans emploi viendront aggraver ce total en 2017. [...] Beaucoup d'hommes et de femmes qui travaillent sont contraints d'accepter des emplois peu rémunérés, dans les économies émergentes comme dans les économies en*

développement et aussi, de plus en plus, dans les pays développés. [...] La pénurie d'emplois décents pousse les gens à se tourner vers l'emploi informel qui se caractérise habituellement par une faible productivité, une maigre rémunération et aucune protection sociale. **Cela doit changer.** Il est indispensable de répondre rapidement et vigoureusement à l'ampleur du défi mondial de l'emploi si nous voulons réussir à mettre en oeuvre le nouveau Programme de développement durable pour 2030, récemment adopté par les Nations Unies » ;

" Le rapport publié deux jours plus tôt par Oxfam [\[1\]](#), représentée au Forum par sa directrice générale Winnie Byanyima, n'avait évidemment rien, lui non plus, pour réchauffer l'atmosphère. Intitulé Une économie au service des 1% il montre, entre autres choses, que le patrimoine de la moitié la plus pauvre de la population mondiale s'est réduit de 1.000 milliards de dollars depuis 2010 (soit une baisse de 41 %) alors que dans le même temps, la fortune des 62 premières fortunes mondiales, (59 hommes et 9 femmes) a augmenté de plus de 500 milliards de dollars pour atteindre un total de **1.760** milliards. Ces chiffres confirment une tendance observée par Oxfam : depuis le début du XXIème siècle, la moitié la plus pauvre de l'humanité a bénéficié de moins de 1% de l'augmentation totale des richesses mondiales, alors que les 1% les plus riches se sont partagés la moitié de cette hausse. **La France n'échappe pas à cette tendance puisque les 10% les plus riches ont accaparé 54% de l'augmentation des richesses entre 2000 et 2015.**

Madame Manon Aubry, responsable Plaidoyer Justice fiscale et inégalités d'Oxfam France explique : « *Les dirigeants du monde s'inquiètent de l'aggravation de la crise des inégalités sans pour autant prendre des mesures concrètes. Le monde est devenu beaucoup plus inégalitaire et la tendance s'accélère. (À la veille de la rencontre de Davos de l'an dernier, Oxfam avait prédit que les 1 % posséderaient plus que le reste du monde en 2016. Cette prédiction s'est en fait réalisée dès 2015 : un an plus tôt)* ».

Oxfam réclame des mesures urgentes pour faire face à la crise des inégalités extrêmes et dénonce « *le rôle que jouent l'évasion fiscale et les paradis fiscaux qui privent les États des recettes fiscales nécessaires pour investir dans des services publics de qualité tels que la santé et l'éducation* ». (Le montant des investissements dans ces paradis fiscaux a pratiquement **quadruplé** entre 2000 et 2014). En conséquence, Oxfam appelle à « *mettre fin à l'ère des paradis fiscaux, qui a vu de plus en plus d'entreprises et de particuliers recourir aux centres offshore afin d'éviter de verser leur juste contribution à la société* ».

Pour cela elle lance une mobilisation et une pétition internationales appelant les États à adopter un plan pour mettre fin à l'ère des paradis fiscaux pour lutter contre les inégalités reposant notamment sur :

" Une transparence fiscale complète pour connaître l'activité réelle des entreprises dans les paradis fiscaux et les impôts qu'elles paient ;

" la fin des incitations fiscales qui alimentent une concurrence fiscale dommageable, préjudiciable à tous ;

" le développement d'une approche commune de taxation des multinationales au niveau européen pour qu'elles paient leurs impôts là où elles ont une activité économique réelle ;

" la révision des règles de gouvernance internationale sur la fiscalité pour que tous les pays puissent s'exprimer sur un pied d'égalité...

Aux distingués participants du Forum, Oxfam n'a pas laissé ignorer que les recherches qu'elle a menées sur 200 entreprises révèlent que « **Neuf entreprises sur dix parmi les partenaires stratégiques du Forum Économique Mondial sont présentes dans au moins un paradis fiscal** » [\[2\]](#) ...

Aux dirigeants de ce monde, le prix Nobel Christopher Pissarides a présenté le "revenu de base", alors parions qu'ils le mettront au centre du Forum Davos 2017 !

[1] OXFAM est une confédération de 17 organisations qui travaillent ensemble, avec des partenaires et des communautés locales, dans plus de 90 pays dans le but de construire un monde plus juste sans pauvreté.

[2] Rappelons que La Grande Relève n'a pas laissé ignorer à ses lecteurs (relire l'éditorial du mois précédent) la façon dont le gouvernement français a empêché que soit adoptée une loi contre l'usage des paradis fiscaux.